



Dossier

Des migrations favorables à l'agriculture ?

LES MIGRANTS COMME ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT

Réalité, illusions, instrumentalisation

Entretien avec
Jean-Michel Lafleur (ULG)

Les migrations de travail relèvent de stratégies de survie par diversification des ressources d'une famille, d'une communauté. Aujourd'hui, elles s'inscrivent plus que jamais dans une dynamique transnationale qui fait des migrants des agents de changement et de développement tant dans le pays de départ que dans le pays d'accueil. Instrumentaliser les apports financiers des migrants apparaît comme une opportunité pour les politiques de développement des États des deux bords. Une approche qui charrie ses contradictions, voire des effets pervers.

Défis Sud: *Émigrer, ça coûte cher – pour ne parler que de l'aspect financier – mais l'enjeu en vaut-il la chandelle?*

JM Lafleur: Au niveau familial, l'émigration des pays du Sud vers les pays du Nord constitue très souvent une stratégie d'adaptation face à l'absence d'emploi, de revenus suffisants, de sécurité sociale, mais aussi face à des problèmes socio-politiques tels que des discriminations ou des conflits, ou encore face à des problèmes climatiques, etc. L'envoi d'un membre de la famille vers un pays du Nord peut constituer un investissement conséquent en vue de diversifier les revenus de la famille.

DS: *Quand les émigrés gagnent de l'argent dans le pays d'accueil, ils en envoient souvent une part à leur famille. Sous quelles formes?*

JML: Il y a trois grandes catégories de remises du Nord vers le Sud.

La remise financière individuelle provient de la part économisée d'un salaire, parfois de prestations sociales ou encore de sources de revenus informels. Elle alimente les dépenses de consommation courante de la famille restée au pays.

Les remises financières collectives rassemblées par des groupes ou associations de migrants contribuent à des projets de développement à travers des associations locales ou régionales. Elles financent la plupart du temps des infrastructures collectives comme des écoles, des centres médicaux ou des systèmes d'irrigation.

Il y a un troisième type de remise, les remises matérielles, qui consistent en l'envoi direct de biens – comme des médicaments, de l'électroménager, des vêtements – vers la société d'origine. Contrairement aux remises financières, dont une partie peut être mesurée par les banques nationales et les organisations internationales, ces flux – bien que conséquents – sont très difficilement mesurables.

DS: *N'y a-t-il que l'argent et les biens matériels qui circulent à travers les mouvements migratoires?*

JML: Les idées circulent aussi, du Nord au Sud et vice versa. Ce qu'on appelle les remises sociales consistent en une série d'envois non matériels comme des idées, des pratiques ou des opinions diffusées par les migrants vers leurs sociétés d'origine et qui peuvent également transformer ces sociétés

Attention, les migrants ne sont pas dénués d'idéologie en arrivant: ce qu'ils renvoient



Jean-Michel Lafleur
Illustration © Philippe de Kemmeter.

Jean-Michel Lafleur

est directeur adjoint du Centre d'études de l'éthnicité et des migrations (Cedem) de l'Université de Liège. Également maître de conférence à l'Institut des sciences humaines et sociales de l'ULG, il donne différents cours sur les migrations, le transnationalisme et le développement. Ses travaux s'intéressent à la dimension transnationale des migrations contemporaines, aux mobilités liées à la crise économique et financière et aux questions de participation et représentation politique des migrants dans leurs pays d'accueil et d'origine.

« Les migrants ont une capacité à garder des liens transnationaux : il n'y a pas, aujourd'hui, de déracinement total des migrants lorsqu'ils quittent leur pays. »

d'immatériel à leurs proches est le fruit d'un mix lié à leur expérience d'émigré. Il y a par exemple dans les églises évangélistes une grande circulation des fidèles et des pasteurs, en plus des flux d'argent. Les idées politiques circulent également. Divers mouvements et partis politiques étrangers sont ainsi bien développés en Belgique. Comme par exemple l'immigration d'origine turque en Belgique, qui constitue un important soutien au premier ministre Erdogan. Mais aussi des communautés kurdes qui, à l'inverse, dénoncent le sort que le gouvernement turc réserve aux minorités. Ces communautés d'immigrés mobilisent donc des ressources que leur offrent les contextes institutionnels et médiatiques belge et européen pour faire avancer des causes politiques liées au pays d'origine.

DS: Ces circulations sont-elles unilatérales, du Nord vers le Sud?

JML: Même au niveau financier, on observe des flux qui viennent du Sud vers le Nord, comme lorsqu'une famille doit venir en aide à son membre émigré pour faire face à des démarches pratiques, administratives. Malgré la distance, le support émotionnel n'est pas négligeable et est favorisé par les moyens de communication actuels. Ces phénomènes sont caractéristiques de la capacité des migrants à garder des liens transnationaux: il n'y a pas, aujourd'hui, de déracinement total des migrants lorsqu'ils quittent leur pays.

DS: Chercher à structurer les apports des émigrés dans une perspective d'aide au développement, est-ce réaliste?

JML: Les émigrés font face à des attentes multiples et irréalistes. Leurs familles attendent d'eux qu'ils envoient de l'argent. Les pays de résidence formulent des injonctions à l'intégration qui passent par le paiement de l'impôt, ainsi que des injonctions à être acteur de développement en faveur de leur pays d'origine. Le pays d'origine compte sur eux pour contribuer à leur développement. Les émigrés en situation de fragilité ne peuvent pas faire face à cette conjonction d'attentes! La Banque mondiale a une responsabilité dans cette création de la figure du migrant comme ressource et acteur du développement. Mais ces attentes sont énormes au regard des capacités qu'ont les migrants souvent en situation précaire en Europe.

DS: Est-ce que la conjonction d'apports financiers importants et du droit de vote accordé à une diaspora peut aboutir à une influence disproportionnée de cette diaspora sur le gouvernement des affaires d'un pays ?

JML: Le droit de vote accordé par leur pays d'origine aux émigrés est devenu la norme au niveau international.

Ce qui est plus fréquent, c'est d'utiliser la diaspora pour se dédouaner de certaines responsabilités. Au Mexique, un dispositif permet que 1 dollar amené par une organisation de migrant génère une dépense de 3 dollar par les pouvoirs publics. Cela garantit que les infrastructures soient publiques ainsi qu'une supervision par la société civile de la réalisation de l'investissement. L'effet pervers, c'est que déplacer la responsabilité de l'investissement public sur les migrants crée des inégalités territoriales en fonction de la région d'origine des migrants. Des zones d'où ne sont partis aucun migrant se retrouvent en déficit d'investissement public.

DS: Des mécanismes de correction de cet effet pervers ont-ils été imaginés là où ils ont pu être observés ?

JML: Certains États insistent sur une politique du retour. En Équateur, le développement massif de l'enseignement supérieur, décentralisés, a été accompagné de campagnes de recrutement internationales. Des professeurs d'origine équatorienne sont revenus au pays. Des Européens hispanophones ont émigré également, illustrant le fait que les flux migratoires ne sont pas à sens unique.

DS: Selon vous, quelle place faudrait-il réserver aux organisations de migrants dans les politiques de développement ?

JML: Par principe, on gagne à coordonner les différents acteurs concernés par le développement, mais est-ce un objectif réaliste dans un contexte où leurs intérêts respectifs sont si différents ?

Du point de vue des sociétés d'origine, l'implication des migrants n'est pas toujours bienvenue: ils peuvent aussi apparaître comme déconnectés, ne connaissant plus les besoins des populations d'origine. La communauté rwandaise de Belgique est-elle encore au fait de ce qui se produit au Rwanda, une société qui s'est profondément transformée en 20 ans ?

Du point de vue des immigrés installés chez nous, on l'a vu, investir dans le pays d'origine est aussi une façon d'obtenir une reconnaissance sociale dans le pays d'accueil. Est-ce compatible avec les objectifs de la coopération au développement, qui est avant tout une politique d'affaires étrangères et que les États européens ont tendance à instrumentaliser pour limiter les flux de migration ? Cela dit en passant, à court terme, espérer limiter les flux migratoires qui aboutissent chez nous en fournissant de l'aide au développement dans les régions d'émigration est une illusion: au fur et à mesure que le niveau de vie et les ressources augmentent, la capacité à migrer augmente elle aussi, surtout dans des régions très pauvres où l'augmentation de niveau de vie n'est pas perçue comme suffisante pour renoncer au départ. ♦

Propos recueillis par Emmanuel De Loeul

Itinéraires équatoriens

Comme l'indique Jean-Michel Lafleur dans l'interview ci-contre, différentes politiques du gouvernement équatorien ont facilité le retour des Équatoriens dans le pays et spécialement celles pour les professionnels diplômés, comme le programme Prometeo.

Jacques Ramirez, ex conseiller des Affaires migratoires du gouvernement équatorien (2013) et actuellement consultant pour le Secrétariat général de l'Union des Nations sud-américaines (Unasur) en a expliqué les tenants et les aboutissants à *Défis Sud*.



Nous avons également rencontré **Nelson Bolivar Mora Cucicagua** qui est revenu dans son pays dans le cadre du plan «Bienvenue à la maison» de l'Équateur. Ce plan lui a permis de ramener tous ses biens personnels et professionnels: meubles, télévision, ordinateur, outils de travail et véhicule. Nous avons croisé cet itinéraire avec celui de

Consuelo Perez, sociologue-urbaniste et consultante en développement en Belgique. Consuelo Perez a rencontré plusieurs difficultés dans la mise en œuvre de ses projets de développement en faveur de son pays d'origine. Une des principales concernait la vision à long terme du développement des migrants. Tous ceux qui travaillent à l'amélioration des conditions des migrants n'ont pas forcément les mêmes priorités. Ce n'est pas toujours facile de s'accorder sur une priorité et travailler ensemble en ce sens.



Lisez ces trois entretiens accordés à *Défis Sud* en ligne sur : www.sosfaim.be